



La Commune



Droit de grève : pas négociable ! - PETITION

Campagne pour la défense du droit de grève

On trouvera ici un appel pour l'unité syndicale pour faire face à l'offensive en règle de Sarkozy contre le droit de grève au travers de la loi en préparation pour un " service minimum " dans les transports en commun. Cet appel, réalisé à l'initiative de " l'Inter-groupe " constitué par quatre groupes de militants  après la victoire sur le CPE, a déjà recueilli plusieurs centaines de signatures de salariés, de militants et de syndicalistes. Amplifions la campagne. Signez, faites signer la pétition dont nous reproduisons le texte ci-dessous.

L'objectif final de Sarkozy avec le " service minimum ", c'est d'interdire le droit de grève dans les entreprises. Le pot aux roses ? Le voici :

" À celui qui est contre la grève obligatoire imposée par une minorité, je propose la démocratie par l'organisation obligatoire d'un vote à bulletin secret dans les huit jours qui suivront tout déclenchement d'un mouvement social. "
(Sarkozy, Agen, 22/06/2006).

" Ces nouvelles règles s'appliqueront d'abord dans les entreprises en charge d'un service public, dans les universités et dans les administrations ". (Xavier Bertrand à La Tribune, 29/01/2007).

" Le vote à bulletin secret commencerait par le service public et pourrait être élargi au privé d'une manière générale " (Rachida Dati, 01/02/2007).

Ils nous parlent de " démocratie ", mais la réalité du marché du travail, c'est l'obligation de vendre sa force de travail ou d'être chômeur, obligation imposée par une minorité : la minorité capitaliste. Sa conséquence dans l'entreprise, c'est tout le pouvoir au patron. Toute grève véritable est une grève imposée contre cet ordre de choses : cela ne se fait jamais sans choc. Les piquets de grève sont souvent la condition pour que la majorité puisse, comme elle le souhaite, faire grève. Et cela, beaucoup de jeunes, dans leurs lycées, leurs facultés, leurs IUT, l'ont appris aussi dans la lutte contre le CPE en 2006. Sans piquets, jamais cette victoire de la démocratie qu'a été le retrait du CPE n'aurait été arrachée.

Si on les laisse faire, ils ne s'arrêteront pas là

En Grande-Bretagne, Thatcher a imposé le vote secret, sous contrôle d'huissier, avant toute grève, interdit les grèves interprofessionnelles et les grèves de solidarité. Au XIXe siècle le droit de grève a été arraché par des grèves illégales et violentes et ne l'aurait jamais été autrement. Il est désormais un droit constitutionnel, même si c'est un droit qui est toujours aussi difficile à mettre en oeuvre, particulièrement pour les salariés du privé.

Le plan du gouvernement est clair

1- Instaurer " dans la concertation " le service minimum dans les transports et les établissements scolaires, avant fin 2007 au moins pour les transports, en ne parlant pas trop de leur projet contre les travailleurs du privé pour diviser entre public et privé. Selon les propres statistiques de la SNCF, 3 % des trains non pris sont dus à des grèves. Moins il y aura de grèves, plus les trains arriveront en retard, car les atteintes au service public se multiplieront.

2- En 2008, s'ils en ont réuni ainsi les conditions juridiques, ils pourront essayer de briser une éventuelle grève des conducteurs de trains pour défendre leur régime de retraite, dernier bastion avec les électriciens et les gaziers du droit aux 37,5 annuités de cotisations : ils pourront tenter de réquisitionner et de licencier les récalcitrants.

3- Ayant ainsi modifié le rapport de force social, ils imposeront alors, courant 2008, le " contrat unique " de travail facilitant les licenciements dans toutes les entreprises et verrouilleront le droit de grève partout, pour imposer la dictature complète dans les boîtes.

Mais ils savent qu'en réalité ils sont minoritaires pour faire cela, ils savent que les salariés seront décidés à se battre et ils craignent qu'un affrontement sur le droit de grève devienne un choc frontal dans lequel ce sera soit la classe ouvrière française qui sera défaite, soit Sarkozy.

Le droit de grève n'est pas négociable.

Le service minimum imposé par la loi, c'est le doigt dans l'engrenage de sa destruction. Par conséquent, nous demandons aux organisations CGT, FO, CFDT, FSU, UNSA CFTC, CGC, Solidaires d'exiger le retrait du projet sur le service minimum et la remise en cause du droit de grève et sur cette base développer des initiatives de lutte dans l'unité syndicale la plus large.

Les soussignés s'associent à cet appel.

Considérant que le rejet unanime par toutes les organisations syndicales du CPE et leur refus de le négocier a été un élément important qui a contribué à la mobilisation victorieuse, ils estiment que cette expérience démontre :

les directions syndicales ne doivent participer en aucun cas aux multiples négociations et concertations qui doivent désormais mettre en place entreprise par entreprise le service minimum.

Ils proposent de constituer partout des collectifs rassemblant syndiqués comme non syndiqués pour engager la mobilisation unie en défense du droit de grève contre le gouvernement Sarkozy et son service minimum.

Signez, faites signer, envoyez les signatures à :

La Commune, BP 82, 94003, Créteil

Pétition "Droit de grève : Pas négociable !"

NOM :

PRENOM :

QUALITE :

ADRESSE :

SIGNATURE :

VOUS POUVEZ COPIER/COLLER LA PETITION, LA COMPLETER ET LA RETOURNER PAR MAIL à
lacommune@lacommune.org

Modifié le lundi 24 septembre 2007

Voir aussi dans la catégorie France



Urgence, pouvoir d'achat et grève générale

Alors qu'il a urgence à augmenter les salaires, bloquer les prix et les loyers, alors qu'il les crises énergétiques et climatiques explosent, le gouvernement Macron a fait voter au Parlement deux... »



« Ces gens-là »

La ministre des collectivités territoriales, issue des Républicains, a eu par le passé des prises de position qui dénonçaient le mariage pour tous en y voyant "un dessein contre la nature".... »



Ni le gouvernement ni l'Assemblée ne nous représente !

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes » La présidentielle et les législatives en France sont à l'image du chaos politique qui parcourt l'Europe : la... »



Répression, maître-mot de la macronie.



La cinquième république est agonisante. Macron et sa clique vont utiliser le dernier outil en leur possession pour sauver ce qui peut l'être : la répression. Les forces de police, dignes... >>



Présidentielles, législatives : Non au front unique des appareils !

Ils veulent TOUS sauver la Ve République et museler la classe ouvrière ! Partis politiques et confédérations syndicales sont désormais unis pour laisser Macron gouverner à son aise et mener ses... >>



Alain Krivine

La Commune tient à saluer la mémoire d'Alain Krivine, militant ouvrier et dirigeant historique de la LCR et du NPA, qui a marqué la vie politique de ces 60 dernières années. Nous adressons à sa... >>
